

Le Baromètre des Décideurs

Viavoice - HEC Paris - *Le Figaro* - BFM Business

Septembre 2018



Viavoice Paris

Études Conseil Stratégie
www.institut-viavoice.com

9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90
François Miquet-Marty, Aurélien Preud'homme, Stewart Chau

Sommaire et modalités de réalisation

Principaux enseignements

4. Synthèse des enseignements
6. Indice synthétique du « Moral des décideurs »

Indicateurs conjoncturels

9. Niveau de vie en France
10. Chômage en France
11. Situation financière personnelle
12. Motivation des collaborateurs
13. Opportunités professionnelles

Les priorités budgétaires

15. Les priorités budgétaires générales
16. L'adhésion aux mesures gouvernementales
18. Les économies budgétaires
19. La réduction des effectifs dans la fonction publique
20. La fiscalité

La protection des données personnelles

22. Les préoccupations liées aux données personnelles
23. L'impact du RGPD au quotidien
24. L'appréciation du RGPD
25. Les perspectives d'avenir

Étude réalisée par Viavoice pour HEC Paris, *Le Figaro* et BFM Business.

Interviews effectuées en ligne du 13 au 14 septembre 2018 auprès de :

- Un **échantillon de 400 décideurs**, représentatif de la population des cadres résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas, appliquée aux critères suivants : sexe, âge, secteur public ou secteur privé.
- Un **échantillon grand public de 1010 personnes**, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Les évolutions mentionnées dans ce rapport sont issues des précédentes vagues du Baromètre des Décideurs, réalisées par Viavoice pour HEC depuis février 2004.



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Synthèse des enseignements (1/2)

Le retour des inquiétudes économiques ?

La reprise économique bat de l'aile en cette rentrée, et cela impacte le moral des acteurs économiques.

Sans retomber au niveau de défiance qui prévalait durant la crise économique (depuis la faillite de Lehman Brothers en 2008 jusqu'en 2015 voire 2016), la dernière vague du baromètre des Décideurs Viavoice – HEC Paris – Le Figaro – BFM Business met en exergue ce retour des inquiétudes économiques, tant auprès des décideurs que du grand public.

Concrètement, alors que jusqu'en juillet dernier les décideurs continuaient à faire part de perspectives bien meilleures que l'ensemble des Français, aujourd'hui les opinions des différents acteurs se rejoignent. L'indice du moral des décideurs perd ainsi 11 points depuis juillet, revenant à son niveau de mars 2017.

L'emploi et le pouvoir d'achat inquiètent le grand public comme les décideurs

Or ce sont principalement les inquiétudes macro-économiques qui expliquent cette décrue, au premier rang desquelles l'emploi et le pouvoir d'achat.

En matière d'emploi, d'abord, les perspectives des décideurs se sont quasiment inversées depuis le mois de juillet : si jusqu'au début de l'été la part de cadres anticipant une baisse du chômage dépassait celle anticipant une hausse (34 % contre 25 %), c'est aujourd'hui largement l'inverse : 39 % d'entre eux anticipent une hausse (+14 points) contre à peine 20 % une baisse du nombre de chômeurs dans les prochains mois.

Et ce pessimisme sur l'emploi est encore plus fort parmi le grand public, avec aujourd'hui un peu plus d'un Français sur deux (51 %, +8 points depuis juillet) qui anticipe une hausse du chômage dans les mois à venir, après un premier semestre 2018 déjà décevant en matière de créations d'emplois.

À ces inquiétudes s'ajoutent celles liées au pouvoir d'achat :

- Sur le plan macro-économique, avec 60 % du grand public (+3) et 44 % des décideurs (+16) qui anticipent une dégradation du niveau de vie en France d'ici un an ;
- Mais aussi sur un plan plus personnel, avec 51 % du grand public (+2) et même 36 % des décideurs (+9) qui s'attendent à une dégradation de leur situation financière personnelle dans les mois à venir.

Synthèse des enseignements (2/2)

Budget 2019 : priorité au pouvoir d'achat des ménages, mais pas uniquement

Face à cette conjoncture économique difficile, plusieurs attentes sont exprimées dans l'opinion publique à l'égard du budget 2019 actuellement en préparation.

La première attente est incontestablement liée au pouvoir d'achat des ménages, priorité déclarée par 54 % des décideurs et 59 % du grand public.

Dans le détail, on remarque d'ailleurs une crispation sur toutes les mesures potentiellement dommageables pour le pouvoir d'achat, même lorsque celles-ci sont ciblées sur certains publics uniquement : ainsi, la revalorisation des pensions de retraite à un niveau inférieur à celui de l'inflation, annoncée par le Premier Ministre fin août, est regrettée par 55 % du grand public et 52 % des décideurs. La volonté exprimée de privilégier le pouvoir d'achat des actifs ne semble donc pas un argument convaincant pour ces derniers.

À l'inverse, toutes les mesures bénéfiques au pouvoir d'achat sont beaucoup plus consensuelles, même si (là encore) elles ne concernent pas tout le monde : la suppression du deuxième tiers de la taxe d'habitation pour 80 % des Français est ainsi très largement appréciée (62 % des décideurs et 73 % du grand public), comme la suppression des cotisations salariales sur les heures supplémentaires (par 59 % des décideurs et également 59 % du grand public).

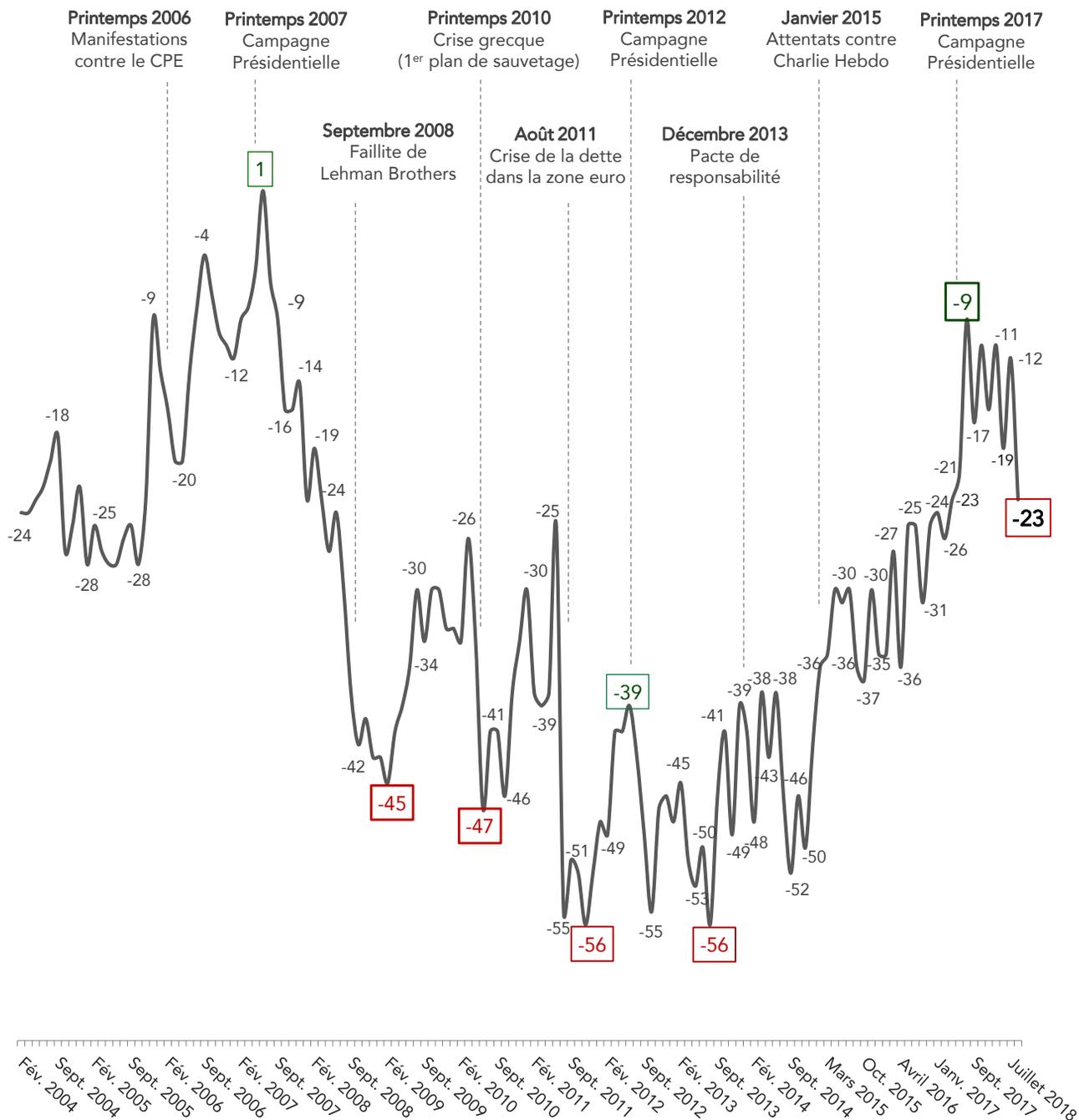
Les efforts en matière de réduction des déficits doivent être poursuivis

Pour autant, l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages n'est pas la seule attente exprimée par les Français, qui apparaissent également préoccupés par les contraintes qui pèsent sur l'Etat comme sur les entreprises :

- Ainsi la réduction des dépenses publiques est une priorité pour 38 % des Français et 37 % des décideurs, et la baisse du déficit l'est également pour respectivement 34 % et 27 % d'entre eux.
- En matière de fiscalité, ils ne sont que 42 % des décideurs et 44 % du grand public à privilégier des baisses d'impôts uniquement pour les ménages ; à l'inverse, 40 % et 37 % d'entre eux souhaitent une baisse de la fiscalité qui concernerait tout autant les ménages et les entreprises.

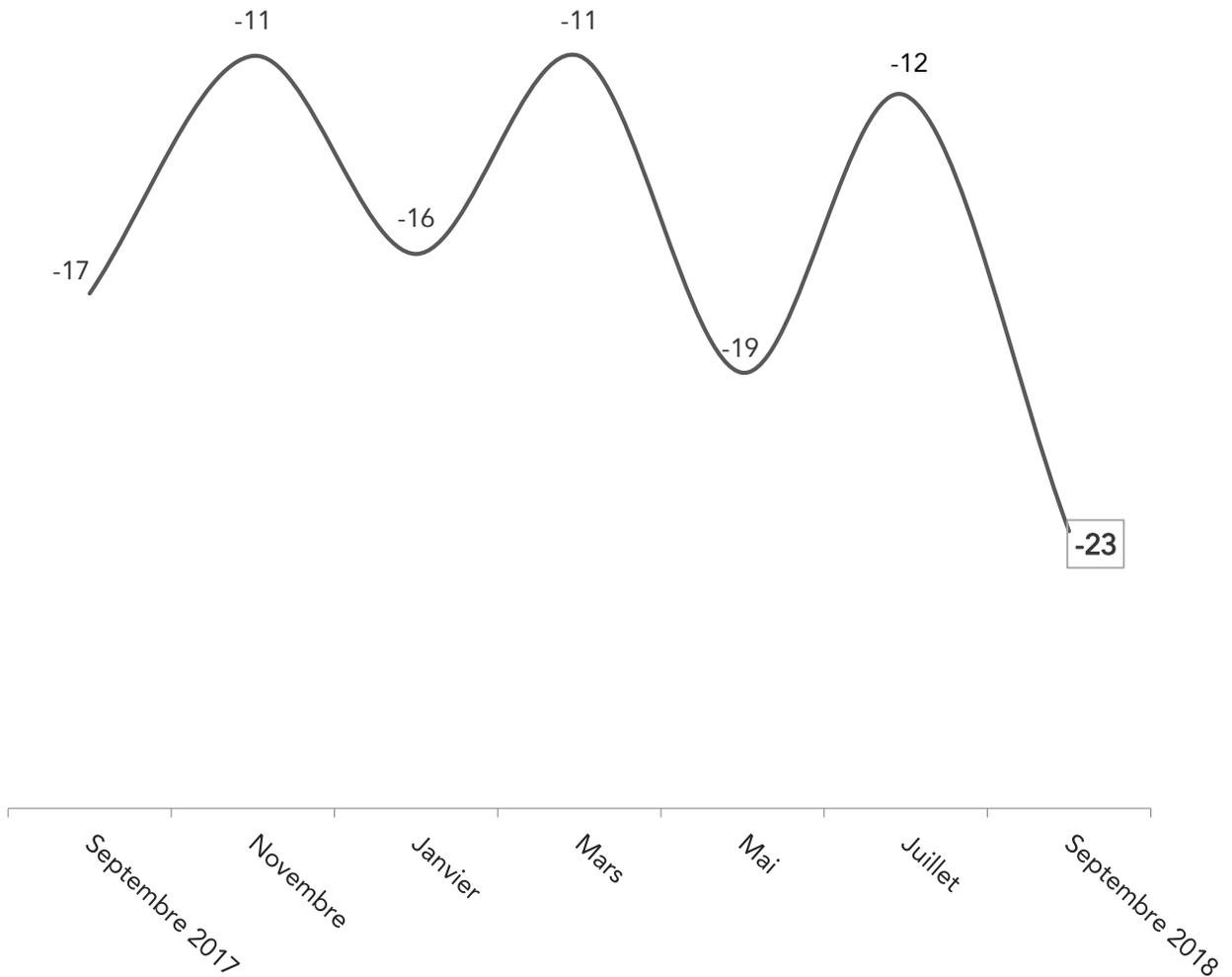
Dans ce contexte d'attentes multiples, les budgets 2019 de l'Etat et de la Sécurité sociale – déjà contraints par une conjoncture moins favorable que prévue – nécessiteront des équilibres complexes à réaliser entre pouvoir d'achat, déficits publics et compétitivité. Aux acteurs publics de relever ce défi, au risque d'accroître encore davantage les inquiétudes et les impatiences exprimées par les Français.

Indice du « Moral des décideurs » depuis 2004



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.

Indice du « Moral des décideurs » depuis un an



L'indice synthétique du « Moral des décideurs » est la moyenne des indices recueillis sur chacune des questions récurrentes. Pour chaque question, l'indice est la différence du pourcentage de réponses positives et de réponses négatives.



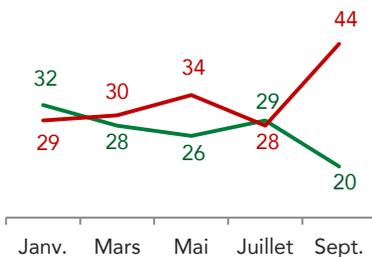
INDICATEURS CONJONCTURELS

Niveau de vie en France

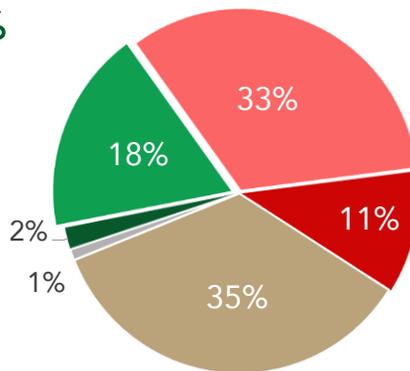
Pensez-vous que d'ici un an, le niveau de vie en France dans l'ensemble... ?

Décideurs

Sous-total
« S'améliorera » 20 %
(-9 depuis juillet)



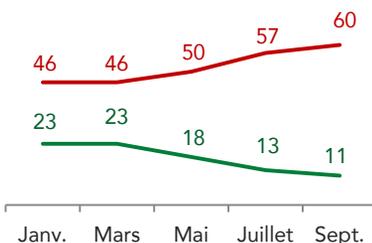
Sous-total
« Se dégradera » 44 %
(+16 depuis juillet)



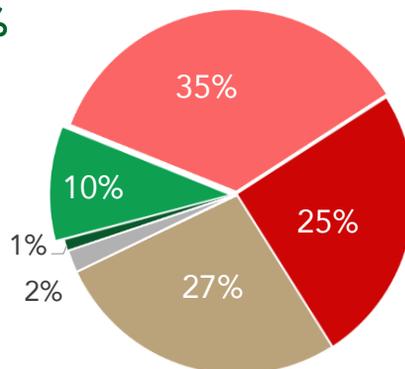
- S'améliorera nettement
- S'améliorera un peu
- Se dégradera un peu
- Se dégradera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

Grand public

Sous-total
« S'améliorera » 11 %
(-2 depuis juillet)



Sous-total
« Se dégradera » 60 %
(+3 depuis juillet)



- S'améliorera nettement
- S'améliorera un peu
- Se dégradera un peu
- Se dégradera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

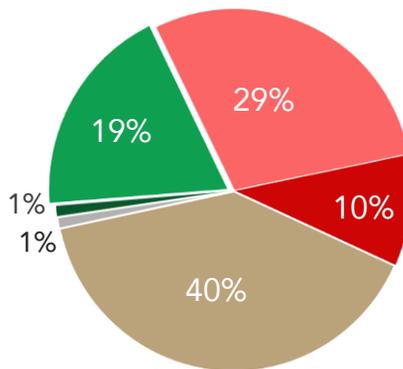
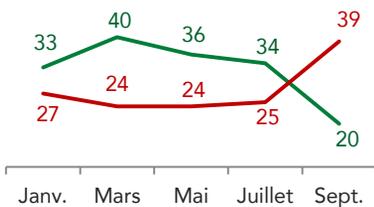
Chômage en France

Pensez-vous que dans les mois qui viennent, le nombre de chômeurs en France... ?

Décideurs

Sous-total
« Diminuera » 20 %
(-14 depuis juillet)

Sous-total
« Augmentera » 39 %
(+14 depuis juillet)

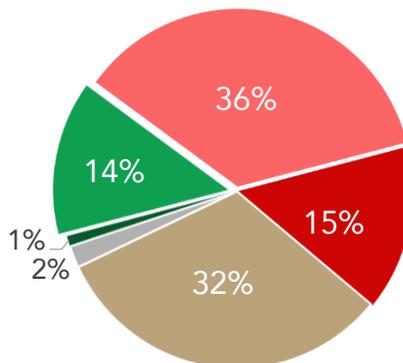
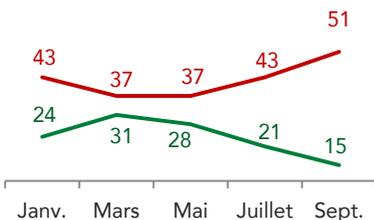


- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

Grand public

Sous-total
« Diminuera » 15 %
(-6 depuis juillet)

Sous-total
« Augmentera » 51 %
(+8 depuis juillet)



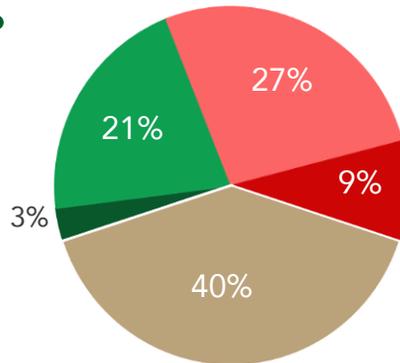
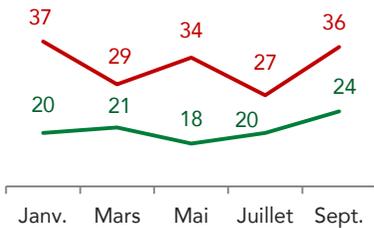
- Diminuera nettement
- Diminuera un peu
- Augmentera un peu
- Augmentera nettement
- Restera stationnaire
- Non réponse

Situation financière personnelle

Croyez-vous que dans les mois qui viennent, votre situation financière... ?

Décideurs

Sous-total
« Va s'améliorer » 24 %
(+4 depuis juillet)

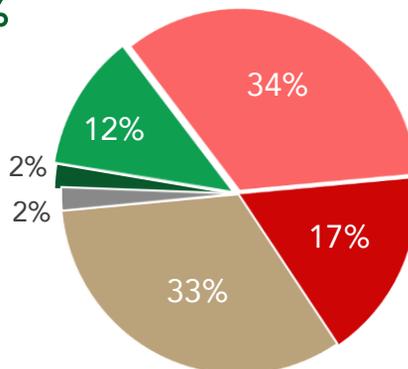
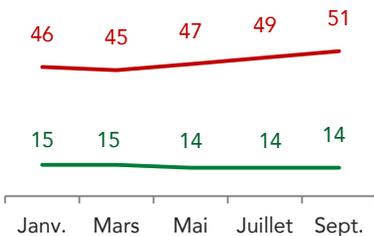


Sous-total
« Va se dégrader » 36 %
(+9 depuis juillet)

- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse

Grand public

Sous-total
« Va s'améliorer » 14 %
(stable depuis juillet)



Sous-total
« Va se dégrader » 51 %
(+2 depuis juillet)

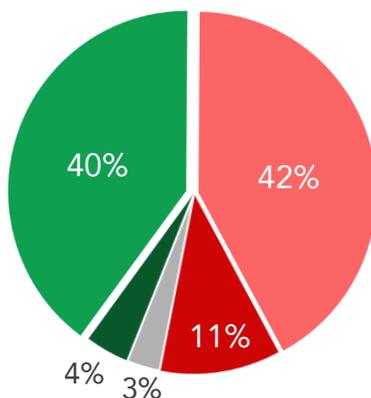
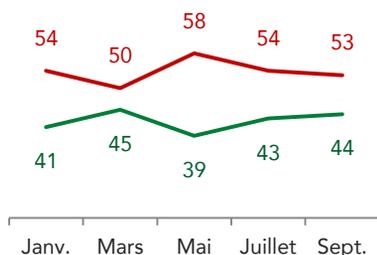
- Va s'améliorer nettement
- Va s'améliorer un peu
- Va se dégrader un peu
- Va se dégrader nettement
- Va rester stationnaire
- Non réponse

Motivation des collaborateurs

De manière générale, diriez-vous que vos collaborateurs sont actuellement... ?

Décideurs

Sous-total
« Motivés » 44 %
(+1 depuis juillet)

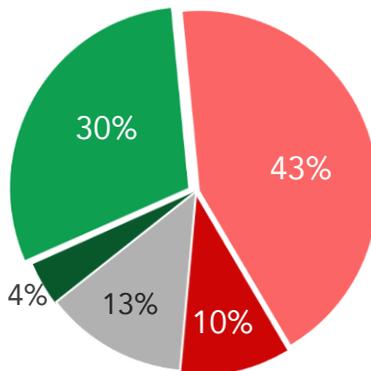
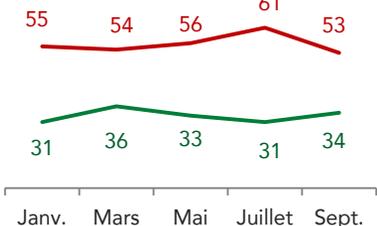


Sous-total
« Pas motivés » 53 %
(-1 depuis juillet)

- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse

Grand public *

Sous-total
« Motivés » 34 %
(+3 depuis juillet)



Sous-total
« Pas motivés » 53 %
(-8 depuis juillet)

- Très motivés
- Assez motivés
- Pas vraiment motivés
- Pas du tout motivés
- Non réponse

(*) Question posée uniquement aux actifs

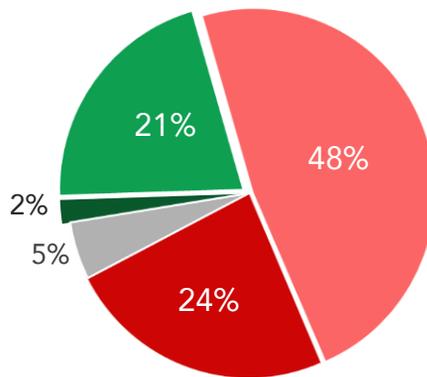
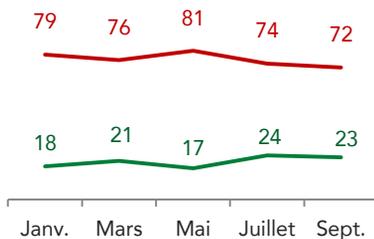


Opportunités professionnelles

Diriez-vous que les opportunités pour faire progresser votre carrière dans les mois qui viennent sont... ?

Décideurs

Sous-total
« Importantes » 23 %
(-1 depuis juillet)

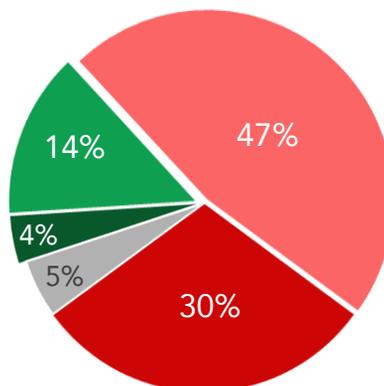
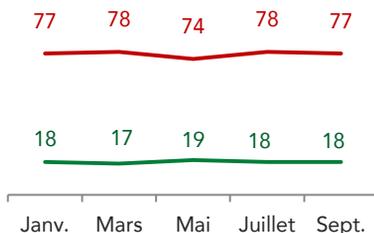


Sous-total
« Faibles » 72 %
(-2 depuis juillet)

- Très importantes
- Plutôt importantes
- Plutôt faibles
- Inexistantes
- Non réponse

Grand public *

Sous-total
« Importantes » 18 %
(stable depuis juillet)



Sous-total
« Faibles » 77 %
(-1 depuis juillet)

- Très importantes
- Plutôt importantes
- Plutôt faibles
- Inexistantes
- Non réponse

(*) Question posée uniquement aux actifs





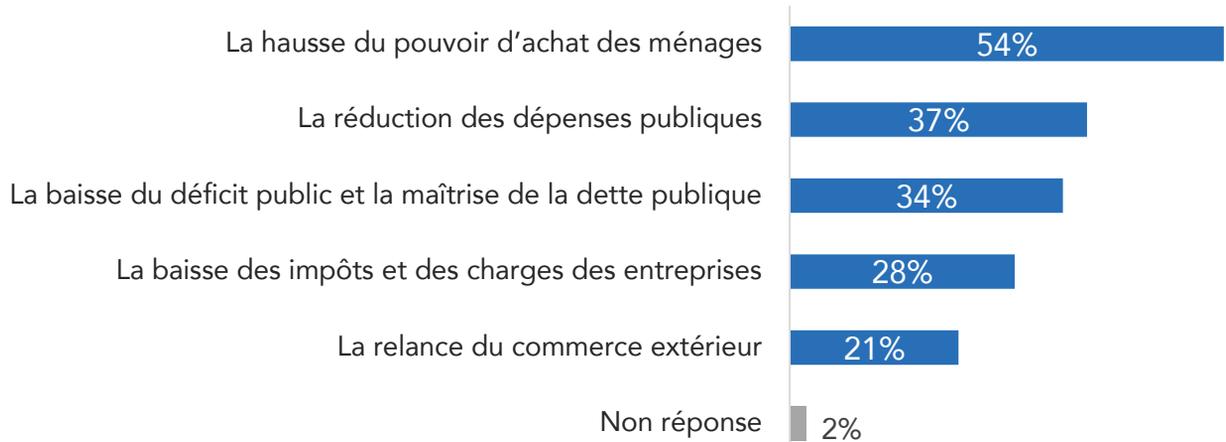
QUESTIONS D'ACTUALITÉ :
1/ Les priorités budgétaires

Les priorités budgétaires générales

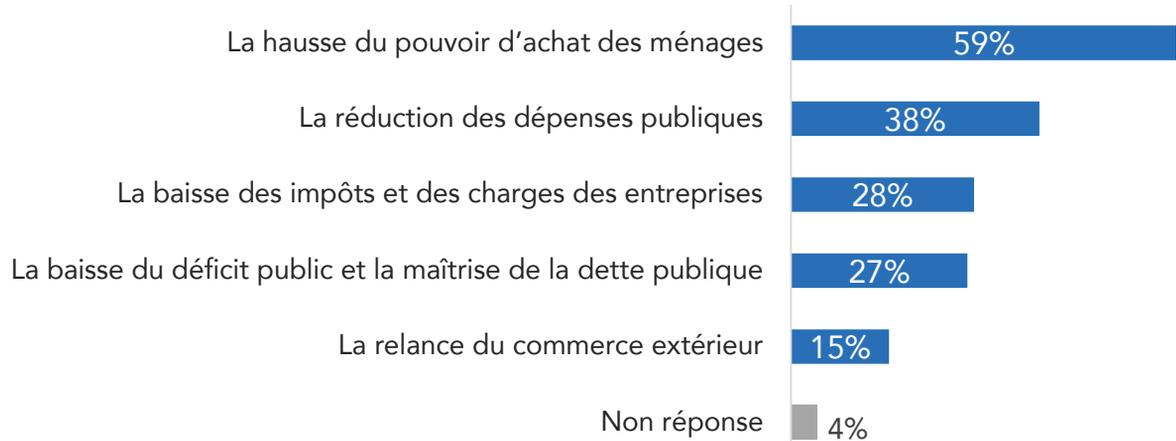
Le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui définissent les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale pour l'année 2019, seront présentés en Conseil des Ministres le 24 septembre, avant d'être examinés à l'Assemblée nationale.

Selon vous, quelles devraient être les priorités d'Emmanuel Macron et du gouvernement en ce qui concerne ces projets de loi ? *

Décideurs



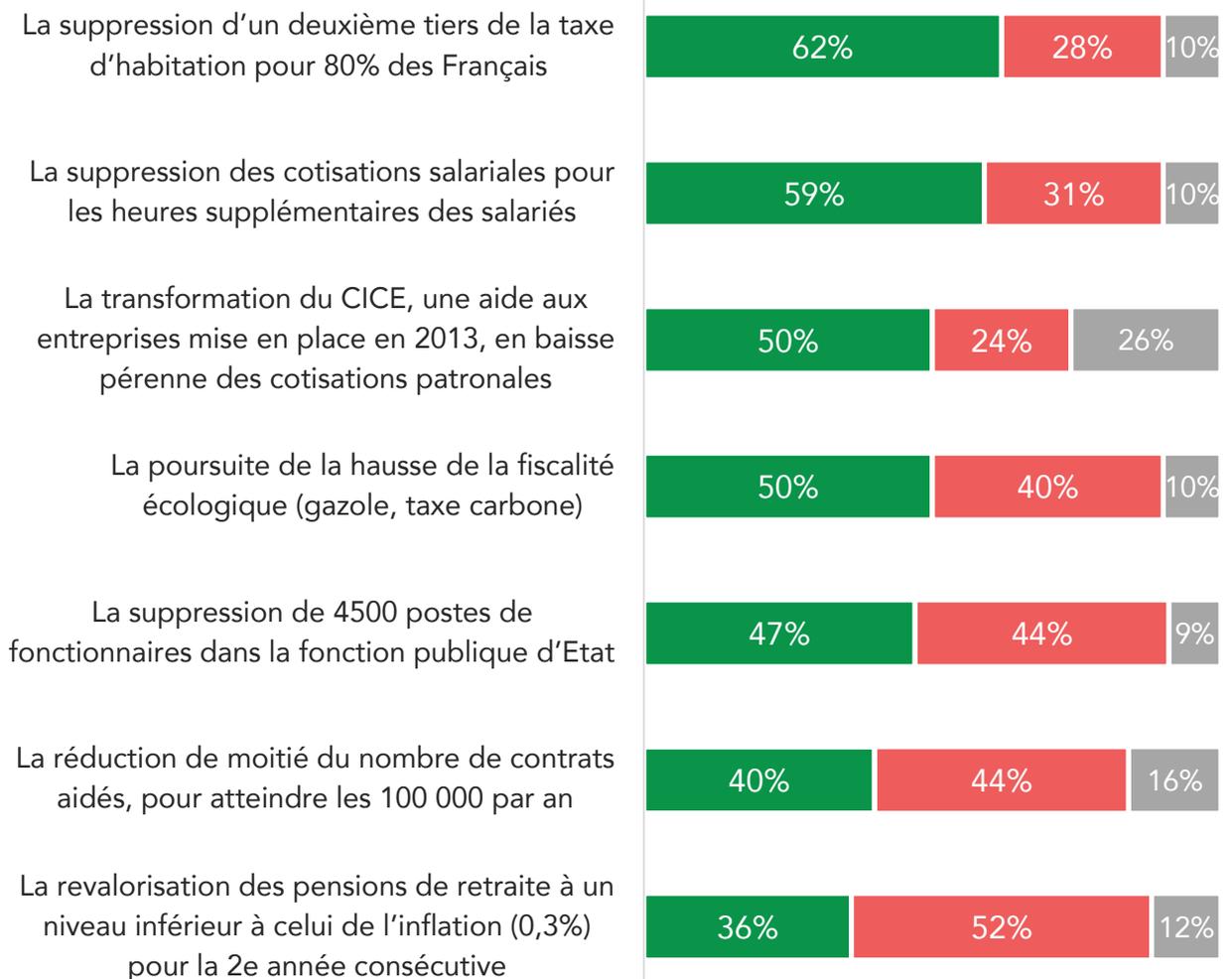
Grand public



L'adhésion aux mesures gouvernementales (1/2)

Êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé aux mesures suivantes, dans le cadre des budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale pour l'année 2019 ?

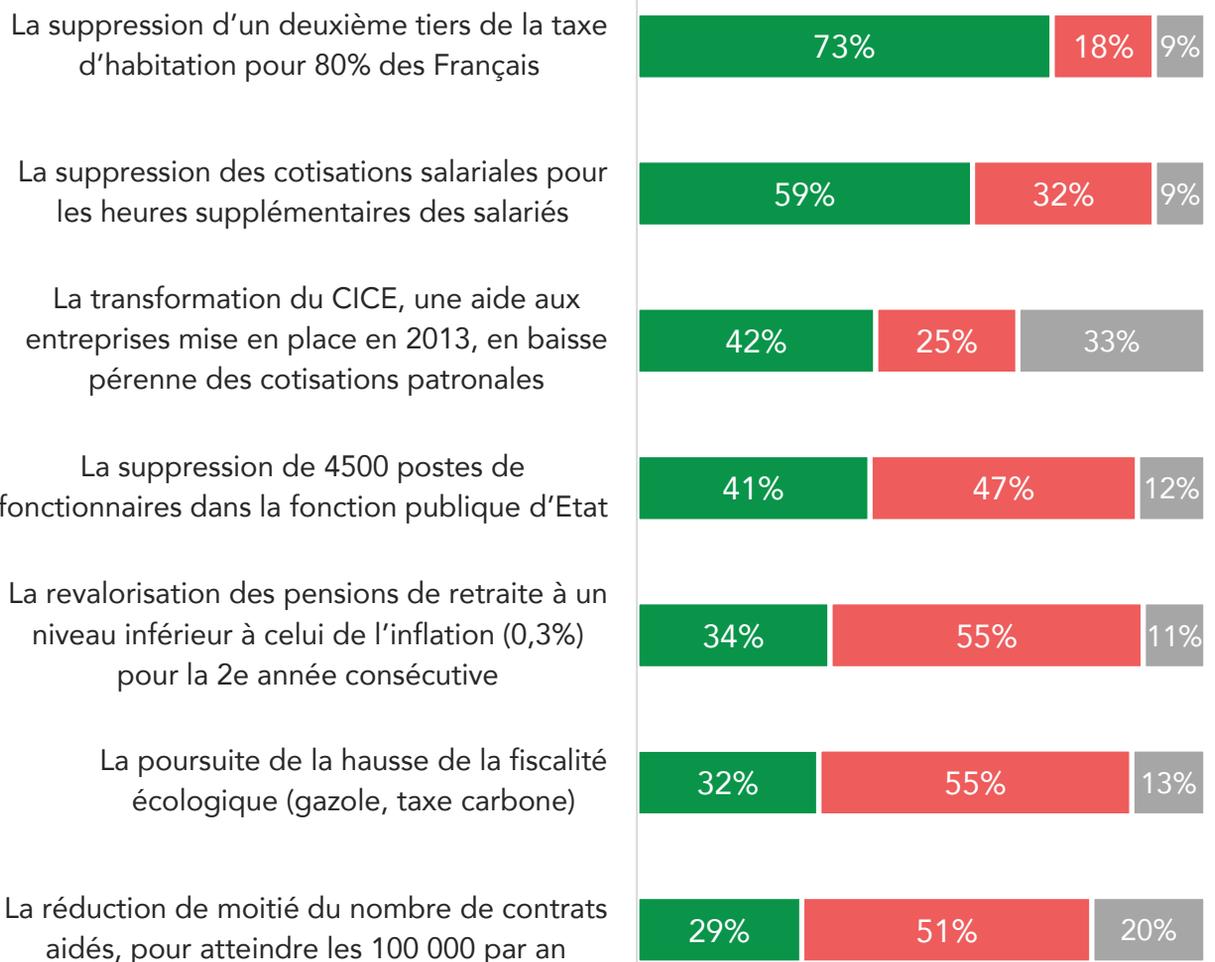
Décideurs



L'adhésion aux mesures gouvernementales (2/2)

Êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé aux mesures suivantes, dans le cadre des budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale pour l'année 2019 ?

Grand public



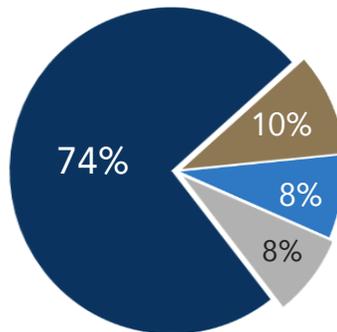
Les économies budgétaires

Emmanuel Macron et le gouvernement prévoient de réduire de 4 points de PIB en 5 ans le taux de dépenses publiques, c'est-à-dire de réaliser 80 milliards d'euros d'économies d'ici 2022. Pour réduire la dépense publique, pensez-vous qu'il faudrait en priorité... ?

Décideurs

Réduire les dépenses de l'Etat

(budgets des ministères, des administrations ou des services publics)



Réduire le nombre de fonctionnaires
(fonction publique d'Etat, hospitalière ou territoriale)

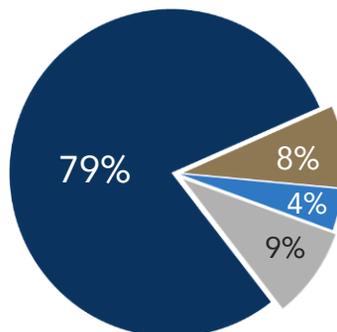
Réduire les dépenses sociales
(santé, retraites, famille...)

Non réponse

Grand public

Réduire les dépenses de l'Etat

(budgets des ministères, des administrations ou des services publics)



Réduire le nombre de fonctionnaires
(fonction publique d'Etat, hospitalière ou territoriale)

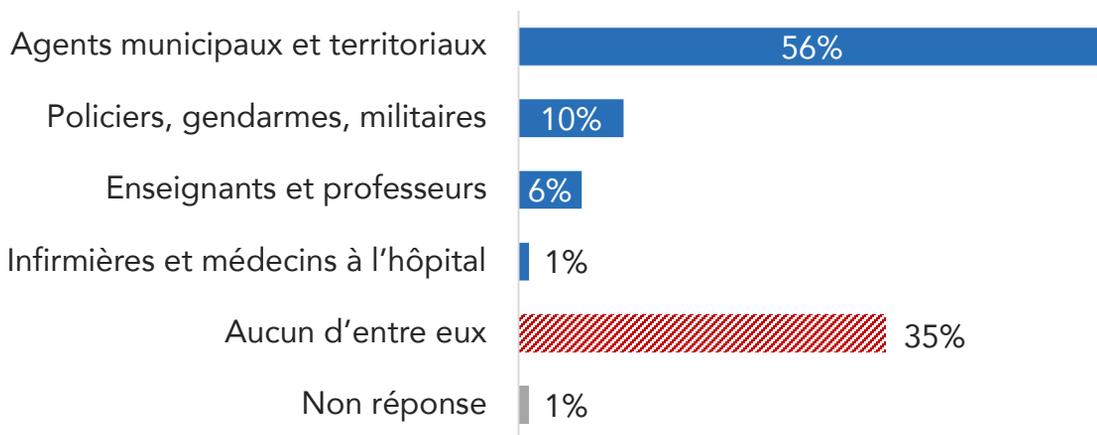
Réduire les dépenses sociales
(santé, retraites, famille...)

Non réponse

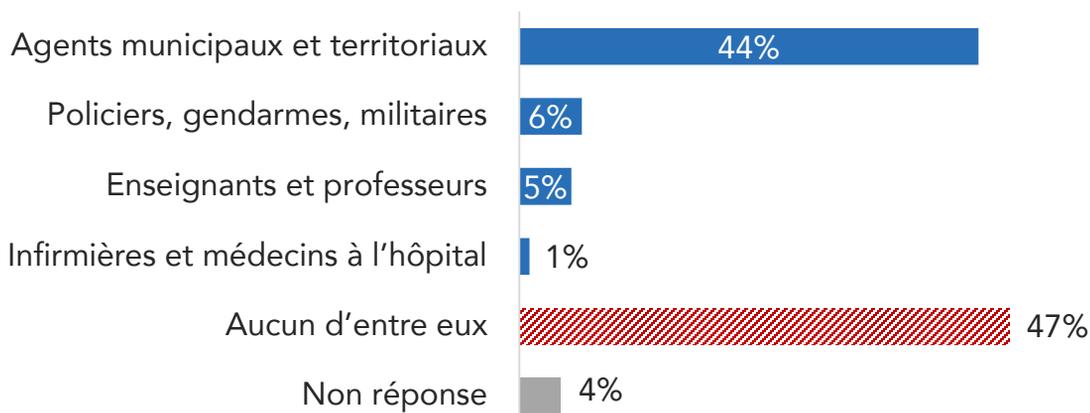
La réduction des effectifs dans la fonction publique

Emmanuel Macron a promis de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat. Pour tenir son engagement, devrait-il selon vous supprimer en priorité des postes de... ? *

Décideurs



Grand public

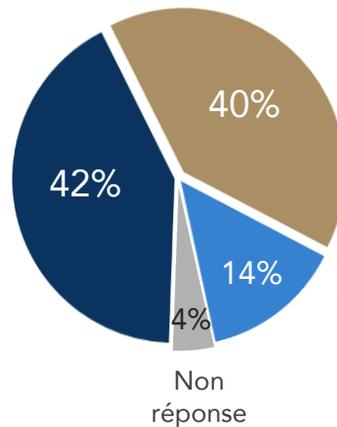


La fiscalité

Emmanuel Macron prévoit de réduire de 1 point de PIB en 5 ans le taux de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales). Pour cela, doit-il selon vous en priorité... ?

Décideurs

Baisser les impôts des ménages, pour augmenter leur pouvoir d'achat

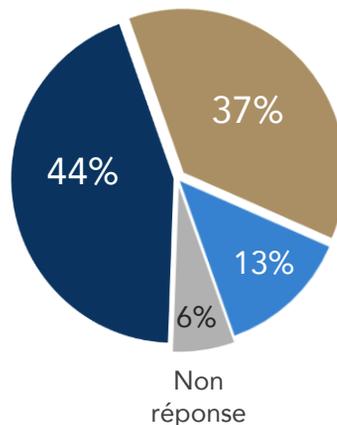


Baisser tout autant les impôts des ménages et des entreprises

Baisser les impôts des entreprises, pour doper leur compétitivité et relancer l'emploi

Grand public

Baisser les impôts des ménages, pour augmenter leur pouvoir d'achat



Baisser tout autant les impôts des ménages et des entreprises

Baisser les impôts des entreprises, pour doper leur compétitivité et relancer l'emploi



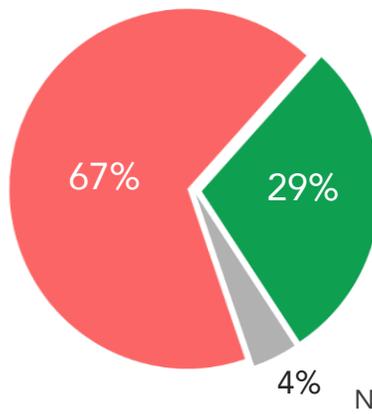
QUESTIONS D'ACTUALITÉ :
2/ La protection des données personnelles

Les préoccupations liées aux données personnelles

Diriez-vous que l'utilisation et la protection de vos données personnelles en ligne, qui peuvent être collectées par des entreprises ou des sites Internet... ?

Décideurs

Est quelque chose qui vous préoccupe

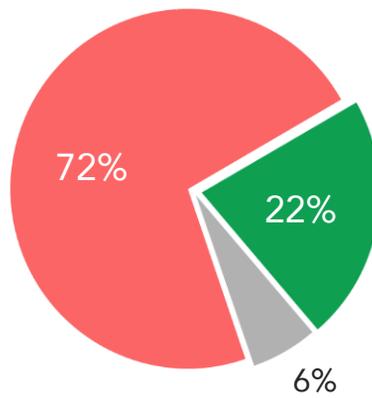


N'est pas quelque chose qui vous préoccupe

4% Non réponse

Grand public

Est quelque chose qui vous préoccupe



N'est pas quelque chose qui vous préoccupe

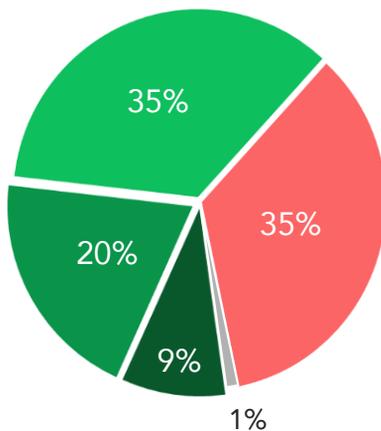
6% Non réponse

L'impact du RGPD au quotidien

Depuis la mise en place par l'Union européenne du règlement général sur la protection des données (RGPD) le 25 mai dernier, les sites Internet sont tenus de vous informer et de vous demander l'autorisation concernant l'utilisation de vos données personnelles.

À titre personnel, diriez-vous que vous lisez ces informations lorsqu'elles vous sont données sur un site ?

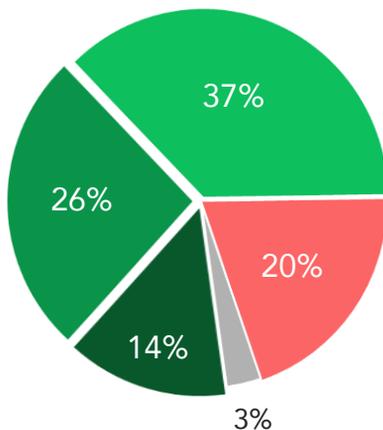
Décideurs



Sous-total « Oui » 64 %

- Oui, systématiquement
- Oui, le plus souvent
- Oui, mais seulement de temps en temps
- Non, jamais
- Non réponse

Grand public



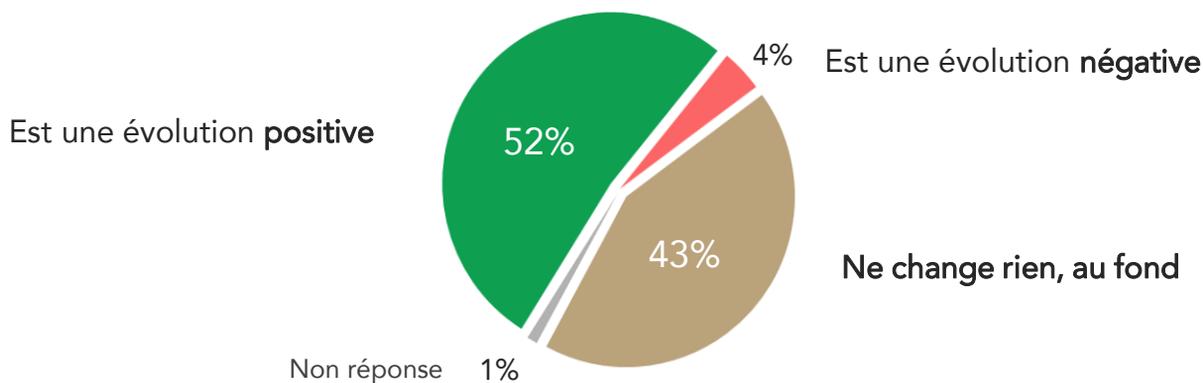
Sous-total « Oui » 77 %

- Oui, systématiquement
- Oui, le plus souvent
- Oui, mais seulement de temps en temps
- Non, jamais
- Non réponse

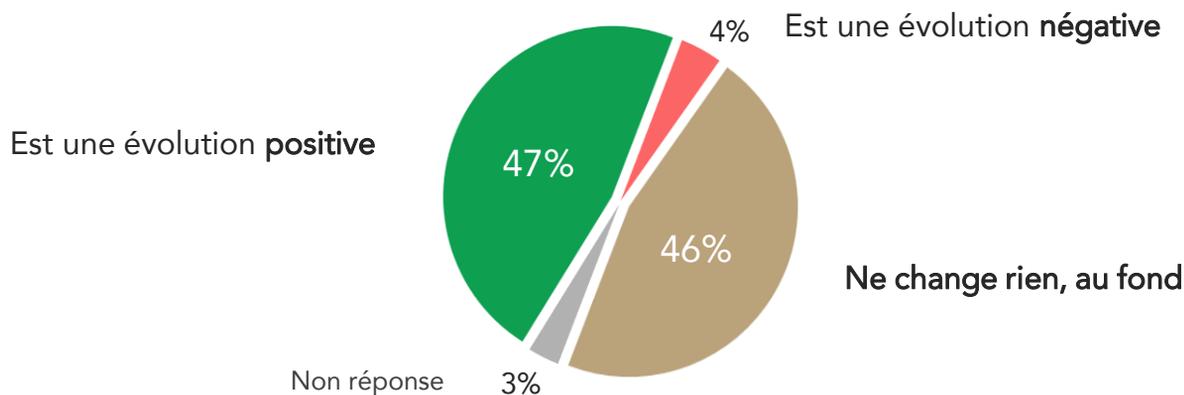
L'appréciation du RGPD

Que vous lisiez ces informations ou non, pensez-vous que cette nouvelle obligation, pour les entreprises et les sites Internet, d'informer les usagers sur l'utilisation de leurs données personnelles... ?

Décideurs



Grand public

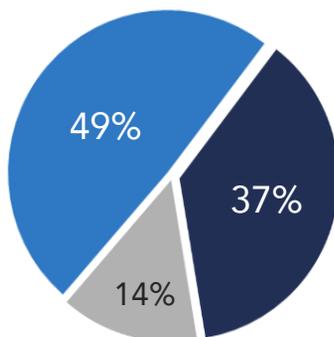


Les perspectives d'avenir

En matière de protection des données personnelles, pensez-vous qu'à l'avenir... ?

Décideurs

Les gens feront de plus en plus attention à l'utilisation de leurs données personnelles à l'avenir, et ils refuseront d'aller sur des sites ou d'utiliser des technologies qui pourraient utiliser leurs données personnelles

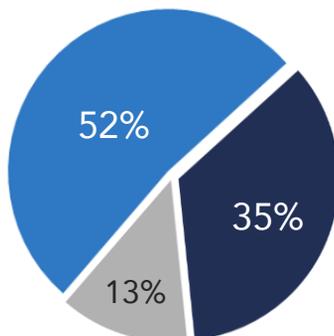


Non réponse

Les gens feront de moins en moins attention à l'utilisation de leurs données personnelles à l'avenir, et ne s'en soucieront pas lorsqu'ils iront sur un site ou lorsqu'ils utiliseront une nouvelle technologie

Grand public

Les gens feront de plus en plus attention à l'utilisation de leurs données personnelles à l'avenir, et ils refuseront d'aller sur des sites ou d'utiliser des technologies qui pourraient utiliser leurs données personnelles



Non réponse

Les gens feront de moins en moins attention à l'utilisation de leurs données personnelles à l'avenir, et ne s'en soucieront pas lorsqu'ils iront sur un site ou lorsqu'ils utiliseront une nouvelle technologie

VI_{AV}VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca



Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, *Libération*, *Le Figaro*, *Les Échos*, BFM Business, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.